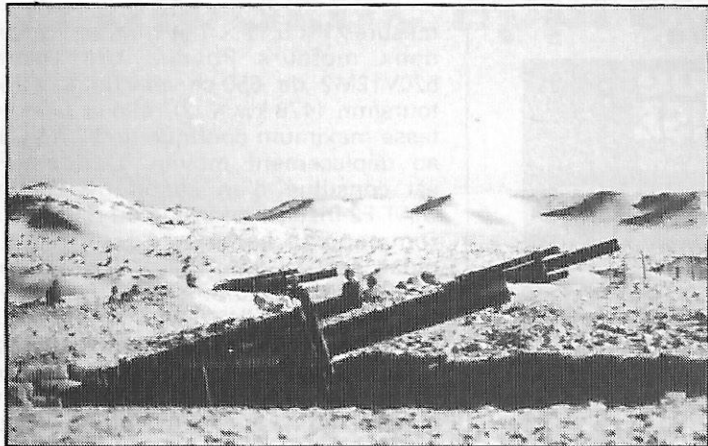


## MAROC

## Délégation de journalistes

Une délégation de journalistes a visité les points les plus avancés de la ceinture de sécurité au Sahara, notamment dans les régions de Mahbès, de Smara, El Ayoun, Dakhla et Bir Enzaran.



Batterie d'obusiers de 155 mm M1 14 A1 (USA) enterrée dans le dispositif arrière d'un des Murs de défense marocain au Sahara occidental

Le 24 septembre, le quotidien **Al Bayane** (opposition communiste) a accusé l'Algérie d'avoir commandité l'attaque, à l'extrême-Sud du Sahara occidental, d'un chalutier et d'un patrouilleur espagnols, afin, selon lui, de contraindre Madrid à appuyer la thèse algérienne sur le Sahara devant l'assemblée générale des Nations unies.

Le journal a affirmé par ailleurs que « cette agression, si elle répond à des fins de grossière propagande, s'explique aussi par d'autres raisons : le lieu de l'attaque, au large des côtes sahariennes et à petite distance de la frontière mauritanienne, confirme bien, militairement parlant, que les mercenaires sont désormais dans l'impossibilité de mener des opérations d'envergure sur la terre ferme saharienne du fait de la présence décisive des forces armées royales et de leur système de sécurité performant ».

Le général Abdelaziz Bennani, commandant de la zone Sud, a adressé au Roi Hassan II, à l'occasion de l'Aïd Al Adha, un message de vœux et de félicitations.

## Dans le cadre de l'ONU

Le 3 octobre, le ministre des Affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a appelé l'assemblée générale de l'ONU à placer le règlement du conflit du Sahara occidental dans le seul cadre des Nations unies, en raison de l'échec des efforts menés au niveau africain pour trouver une solution de paix. « Il est grand temps », a dit M. Filali, « pour les Nations unies, qui sont toujours saisies de ce dossier et qui bénéficient de la logistique appropriée, de reprendre l'initiative pour que le référendum d'autodétermination soit organisé dans les meilleurs délais ». Le ministre a affirmé sa confiance dans la capacité du secrétaire général de l'ONU et a souligné que son pays continuerait à collaborer pleinement avec lui pour la mise en œuvre d'un référendum libre et démocratique.

• 21 Sahraouis, qui se sont réfugiés à Ceuta, enclave espagnole, seront **expulsés vers un pays africain**, a déclaré le délégué du gouvernement espagnol à Ceuta, M. Manuel Pelaez, le 1<sup>er</sup> octobre. Il a ajouté que ces 21 Sahraouis pourraient être transférés à une date non précisée, en Tunisie.

• Le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement a annoncé qu'il avait décidé de rompre

les relations diplomatiques avec l'Inde, après la décision de ce pays de reconnaître la RASD.

## Emprunt d'Etat pour le Sahara occidental

L'Etat a décidé officiellement de lancer à partir de fin septembre un emprunt de 500 millions de dirhams (1 DH = 0,85 FF environ) destiné à la satisfaction des besoins du Sahara occidental et adressé à toutes les personnes physiques marocaines et étrangères où qu'elles soient. C'est le deuxième emprunt décidé cette année par l'Etat, le premier, émis en mars dernier pour le même objectif, était réservé uniquement, aux Marocains.

• Un accord de pêche portant spécialement sur la pêche au thon en haute mer par des bateaux japonais dans la zone économique des 200 milles, a été signé à Rabat. L'accord, d'une durée d'une année, a été signé en présence du ministre des Pêches maritimes et de la Marine marchande, M. Bensalem Smili, et du ministre japonais de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche. Le ministre marocain a souhaité à cette occasion que les partenaires japonais et marocains donnent un relief tout particulier à l'application de l'accord et un contenu concret par une participation du secteur privé japonais dans les différents créneaux d'investissement et par des associations d'intérêts dans le domaine halieutique entre les promoteurs des deux pays.

Il a ajouté que l'accord pourrait constituer un catalyseur, qui imprimerait à la coopération entre les deux pays dans le domaine de la pêche de nouvelles dimensions, notamment en matière de transfert de technologie et de formation professionnelle maritime.

## RASD

## Navires espagnols mitraillés

Le 23 septembre, le front Polisario a

annoncé que ses combattants avaient attaqué un chalutier et un patrouilleur espagnols, le 20 et le 21, précisant qu'un membre de l'équipage du chalutier avait été tué et que six autres étaient sains et saufs. Cet « incident regrettable », dû à une « conjonction de circonstances », a eu lieu « dans une zone de guerre », à la suite d'une confusion entre navires espagnols et navires marocains qui patrouillent sans cesse dans ces zones, a laissé entendre un communiqué du ministère de l'Information.

Le Junquito a été « coulé alors qu'il se trouvait à un mille de la côte dans une zone souvent fréquentée par la marine royale marocaine ». En outre, les bateaux espagnols restent d'habitude éloignés des côtes, alors que « des vedettes et des frégates marocaines, fabriquées en Espagne », s'approchent du rivage. Le communiqué sahraoui a précisé que le Junquito avait sept membres d'équipage, dont un est mort « à la suite d'une blessure grave ». Les informations publiées à Madrid faisaient état de neuf membres d'équipages, tous portés disparus. Le communiqué a fait également état du mitraillage d'un patrouilleur espagnol, sans donner un bilan de l'attaque qui, selon les autorités espagnoles, a fait un mort et deux blessés. Au lendemain de l'attaque du Junquito, des navires de guerre non identifiés se sont approchés des côtes sahraouies. Les combattants du Front Polisario « ont ouvert le feu en légitime défense, sur leur propre territoire », indiquait le communiqué.

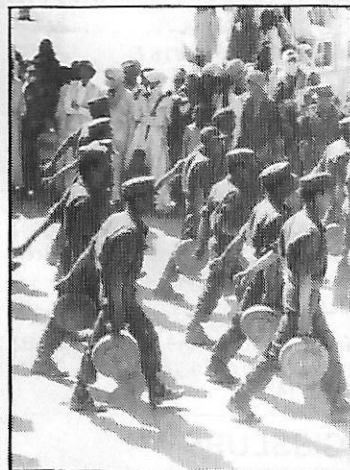
« Nous n'avons rien contre les Espagnols. Nous avons toujours pris acte avec satisfaction que les autorités espagnoles aient recommandé constamment aux pêcheurs de ne pas s'approcher à moins de douze milles des côtes sahraouies », a ajouté le communiqué qui implorait toutes sociétés et personnes « d'éviter de se trouver dans cette zone, car la guerre imposée par le Maroc sévit encore ».

D'autre part, le Polisario a rejeté sur le Maroc la responsabilité de ces incidents, en l'accusant de « continuer à induire en erreur des sociétés et même des gouvernements au risque d'exposer des vies innocentes aux dangers de mort ».

• Onze soldats marocains ont été tués et seize autres blessés durant la première semaine de septembre, lors du **pilonnage** par les Sahraouis de positions marocaines sur les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Murs de défense qui longent les frontières algérienne et mauritanienne au Sahara occidental, a annoncé un communiqué sahraoui diffusé à Alger et résumé par l'AFP. Les « combattants sahraouis ont mené, au cours de cette période, 23 opérations de pilonnage au total, dirigées contre onze positions marocaines », a précisé le communiqué du ministère de l'Information.

• Les combattants sahraouis ont pilonné 15 positions marocaines sur les Murs de défense au Sahara occidental, entre le 7 et le 15 septembre derniers, tuant 9 soldats marocains et, en blessant 29 autres, a annoncé un communiqué du front Polisario, diffusé à Alger et résumé par l'AFP. Un camion marocain a également sauté sur une mine à Leboured au Nord du Sahara

occidental et tous ses occupants ont été tués.



Sapeurs du front Polisario portant des mines antichars et antivéhicules à pression

• L'Espagne ne reconnaît pas « et ne reconnaîtra pas la RASD », a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, le 24 septembre. Le mitraillage, par le front Polisario, de deux navires espagnols au large des côtes sahariennes est, selon M. Fernandez Ordonez, un acte de terrorisme qui a eu lieu dans des « eaux peu contrôlées par le Maroc, proches des côtes mauritaniennes ». Mais, a-t-il ajouté, « il n'y a pas un Etat auprès duquel nous puissions faire des réclamations, car nous ne reconnaissons pas la RASD ». Sur la représentation à Madrid du front Polisario, M. Fernandez Ordonez a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une représentation de la RASD mais « de celle d'une partie du peuple sahraoui, le front Polisario ». La RASD n'a « aucune représentation en Espagne, car elle n'existe pas en tant qu'Etat pour l'Espagne », a-t-il précisé.

• Une nouvelle promotion de cadres de l'armée de libération populaire sahraouie appartenant à différentes spécialités (artillerie, chars, blindés, défense aérienne et marine, télécommunication, logistique...) a été titularisée, le 28 août 1985, à l'école du Martyr El Ouali Moustapha Sayed.

• Les combattants du front Polisario ont mené 35 opérations contre les positions marocaines au Sahara occidental du 15 au 24 septembre, faisant 7 morts et dix blessés dans les rangs marocains, selon un communiqué sahraoui diffusé à Alger et condensé par l'AFP. Ces opérations, essentiellement des pilonnages de positions marocaines sur les Murs de défense au Sahara occidental, ont également provoqué la destruction de deux mortiers et d'une Land Rover.

• Le 28 septembre, les six marins du Junquito ont été remis aux autorités espagnoles, a rapporté l'agence algérienne d'information APS. Les six marins ont été remis par le président du Croissant Rouge sahraoui, M. Habiballah Mohamed, à M. Navidad Moreno, du consulat d'Espagne à Alger, lors d'une cérémonie organisée dans l'extrême-Sud-Ouest algérien, dans la région de Tindouf.

En libérant les marins du Junquito,

le gouvernement de la RASD a publié une déclaration, dans laquelle il a lancé un appel à « tous les gouvernements et entreprises du monde non autorisés préalablement par le gouvernement sahraoui, pour qu'ils s'abstiennent d'envoyer leurs ressortissants ou d'investir en RASD, trompés par la propagande fallacieuse du régime marocain ». « L'attaque du Junquito n'est en aucun cas un geste anti-espagnol et ne répond pas à des calculs d'ordre politique ou autre », mais « constitue un acte de légitime défense de la souveraineté nationale sahraouie », affirmait la déclaration.

• Enfin, des combattants sahraouis, cités par l'APS, ont qualifié de fait particulièrement surprenant la présence d'un navire de guerre espagnol dans la région où avait été attaqué le Junquito.

• Le 28 septembre, M. Bachir Mustapha Sayed, numéro 2 du front Polisario, a lancé une nouvelle **mise en garde contre la présence de navires espagnols dans les eaux territoriales du Sahara occidental**, tout en soulignant la volonté du front de dialoguer avec l'Espagne. « Nous sommes en guerre avec le Maroc et la présence des bateaux de guerre espagnols » dans les eaux territoriales du Sahara occidental signifie que Madrid « se range militairement aux côtés de l'agresseur marocain », dans ce conflit, a déclaré M. Bachir Mustapha Sayed dont les propos ont été rapportés par l'agence officielle algérienne APS. La présence de ces navires près des côtes sahraouies est également « une provocation et un casus belli », a ajouté ce responsable sahraoui, dans une conférence de presse tenue au Sud de Tindouf, après la libération des six marins espagnols du Junquito.

Les attaques contre le Junquito et le Tagomato, un chalutier et un patrouilleur espagnols, qui avaient fait deux morts, « n'étaient pas une erreur mais un acte de légitime défense, d'autant que le Junquito arborait le drapeau du Maroc », a ajouté le numéro 2 du front.

• Le Junquito, chalutier espagnol détruit par des combattants du front Polisario dans les eaux territoriales du Sahara occidental, arborait un **drapeau marocain** et avait tenté de fuir lorsqu'il a été abordé par les combattants sahraouis, a affirmé le quotidien algérien El Moudjahid, le 28 septembre. Citant le témoignage des six marins recueillis par le Polisario, dont il a publié une photo, El Moudjahid a indiqué que le Junquito se trouvait à 9 ou 10 milles de la côte. « Nous arborions un drapeau marocain à l'avant du bateau, condition mise par le Maroc pour la pêche dans les eaux du Sahara occidental », a indiqué le capitaine du navire, Marco de Leon, selon le journal. En annonçant l'attaque du navire par ses combattants, le 23, le front Polisario avait laissé entendre qu'il y avait eu confusion entre navires espagnols et navires marocains qui patrouillaient souvent dans la même région. « Nous étions en train de naviguer en nous dirigeant vers le Nord quand nous avons vu un Zodiac s'approcher », a raconté le capitaine du Junquito. « Pris de peur, nous avons essayé de fuir...

C'est à ce moment-là que les occupants du Zodiac ont tiré sur nous. Alors, nous avons sauté à l'eau, profitant de l'écran de fumée dégagé par l'incendie », a-t-il ajouté. Un des marins du Junquito, le plus âgé, Guillermo Batista Figueroa, a été blessé durant l'attaque. Il est décédé quelques heures plus tard. Son fils, également capturé par le Polisario, il y a quatre ans, avait été rapidement relâché, a indiqué El Moudjahid.

D'autre part, le capitaine du Junquito a déclaré qu'il savait qu'il commettait un acte illégal en pêchant dans les eaux territoriales du Sahara occidental. Mais, a-t-il dit, « nos conditions de vie sont très difficiles et nous sommes obligés de prendre des risques ». En outre, a-t-il ajouté, « nous sommes souvent protégés par la marine de guerre espagnole qui navigue en permanence dans les parages ». Quant au patrouilleur espagnol, attaqué le lendemain, à bord duquel un marin avait été tué, El Moudjahid, citant des Sahraouis, a indiqué qu'il s'était « approché dangereusement de la côte. S'attendant à une attaque, les combattants sahraouis ont tiré sur lui l'obligeant à rebrousser chemin ».

El Moudjahid s'est étonné par ailleurs de l'attaque d'une extrême virulence déclenchée par les autorités espagnoles contre le Polisario. Citant des Sahraouis, il a écrit que le gouvernement espagnol avait usé d'un « vocabulaire qui dépasse la bienséance diplomatique et qui ne reflète nullement la réalité ».

• Le 29 septembre, le **gouvernement espagnol a annoncé sa décision d'expulser d'Espagne tous les membres du front Polisario** ainsi que la fermeture de tous les bureaux d'information du mouvement sahraoui sur son territoire. L'annonce a été faite par le ministre des Affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Les autorités espagnoles, ont relevé les observateurs, ont réagi avec une extrême rapidité et ont annoncé leur décision concernant le front Polisario quelques heures à peine après l'arrivée en territoire espagnol des six marins qui avaient été capturés par le front lors de l'attaque de leur navire, le Junquito.

• Vingt-sept Sahraouis, étudiant dans un institut espagnol à Tanger, ont pu passer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, et ont demandé l'**asile politique** aux autorités espagnoles, a affirmé le 29 septembre le quotidien El Moudjahid. Quinze d'entre eux, selon le journal, étaient passés à Ceuta le 12 septembre, et six le lendemain. A la même période, six autres entraient à Melilla pour fuir « les tortures et les disparitions », selon une lettre qu'ils avaient, selon le journal, adressée à Amnesty International et dont El Moudjahid a publié le texte.

• L'Inde a décidé de reconnaître la RASD et d'établir des **relations diplomatiques** avec elle, a annoncé le porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères le 1<sup>er</sup> octobre.

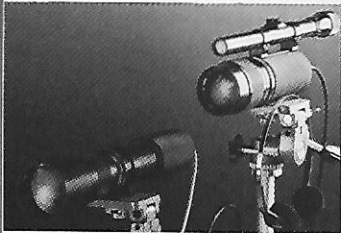
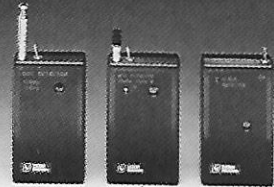
## ALGERIE

### Organisation clandestine

Une organisation islamique clandestine inconnue, le Djihad islamique du



## YOUR ROAD TO HIGH SECURITY



### Our range of products

SURVEILLANCE AND LISTENING EQUIPMENTS

OPTO-ELECTRONICS DEVICES

ANTI-TERRORIST & POLICE-EQUIPMENT

SECURITY OF INSTALLATION

ALARM SYSTEMS

COMMUNICATIONS

SCHÖNE AUSSICHT 14 - 2000 HAMBURG 76  
TEL: 040/228 00 16 - TX 211871 MICRO D  
FED. REP. OF GERMANY

cheikh Sadek El Moundhiri, s'est publiquement manifestée pour la première fois en revendiquant auprès de l'AFP une série d'attaques contre la police et la gendarmerie ainsi que contre l'ambassade d'Algérie à Beyrouth. Cette revendication était accompagnée d'un appel à tous les Musulmans pour appliquer à la lettre la loi islamique et attaquant violemment la « bande d'athées qui gouverne » l'Algérie. Dans ce communiqué daté d'Alger le 4 septembre et posté le lendemain à Oran, le Djihad islamique cheikh Sadek El Moundhiri, a revendiqué l'attaque de la caserne de la police de la Soumaa, à 50 kilomètres d'Alger, qui avait eu lieu dans la nuit du 26 au 27 août.

L'organisation a revendiqué également l'attaque de l'ambassade d'Algérie au Liban qui avait eu lieu le 4 septembre. Une bombe avait explosé devant le siège de l'ambassade situé à Beyrouth-Ouest, en quartier musulman, faisant des dégâts matériels, mais pas de victimes. Elle s'est déclarée aussi responsable de l'attaque d'un commissariat de police à Oran et de l'exécution de trois gendarmes et de trois policiers. Elle ne donnait cependant aucune précision sur ces actions, qui n'ont fait l'objet d'aucune information officielle.

Dans son communiqué, le Djihad islamique a annoncé aussi avoir demandé au gouvernement français, « par le biais de son ambassadeur à Alger, de renvoyer tous les émigrés maghrébins... Nous vous demandons d'informer les coopérants qu'ils sont en danger ». Le Djihad islamique s'en est pris d'autre part, dans un appel à tous les Musulmans, aux dirigeants qu'il a accusés d'avoir « transformé la société algérienne en société marxiste matérialiste », et d'entretenir des relations avec des régimes hostiles à l'Islam, citant notamment l'Éthiopie, l'Irak et l'Union soviétique. Il a reproché également au gouvernement d'avoir « cédé une partie de son territoire, à l'hérétique Bourguiba ». Par ailleurs, il a souligné que « la politique de l'Algérie à l'égard de la France est des plus humiliantes », affirmant que « l'émigration est une honte pour l'Islam ». Le pays va à « la dérive et la dépravation, (il) est hypothéqué, notre peuple est avili », poursuivait le texte. L'appel s'en prenait enfin aux dirigeants sur le plan moral et religieux, les accusants d'« exporter du vin, de la viande de porc et des femmes », de construire des « villages de plaisir et des jardins de prostitution » et d'empêcher le pèlerinage à La Mecque.

- Le navire-école argentin Libertad, voilier du type frégate, est venu au port d'Alger, pour une visite officielle.

- Des matières et accessoires pour la confection, la chaussure et la bûcherie ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, DASC, BP N°246, Alger-Gare.

- Courant septembre plusieurs personnes ont été arrêtées dans les milieux intégristes dans le cadre de l'enquête sur l'attaque lancée contre l'école de la police de Soumaa.

## TUNISIE

### Raid israélien sur le QG de l'OLP

Le 1<sup>er</sup> octobre, le quartier général du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, à Hammam-Plage, dans la banlieue sud de Tunis, n'était plus qu'un champ de ruines après le raid effectué le matin par l'aviation israélienne, a constaté sur place le correspondant de l'AFP. M. Yasser Arafat, qui ne se trouvait pas dans le QG, est sain et sauf. Il a visité au début de l'après-midi les décombres, se refusant à toute déclaration. Ce raid meurtrier a fait entre 60 et 100 victimes, dont plus que 50 morts, selon les premières estimations. La majorité des victimes sont des Palestiniens à l'exception de quelques policiers tunisiens et d'une Tunisienne habitant ce quartier résidentiel au bord de la mer. L'hôpital Habib Thameur de Tunis, a accueilli à lui seul les corps de 20 morts, tous Palestiniens, selon un médecin de l'équipe de secours dépêchée sur les lieux. Aucun responsable important palestinien n'a été touché par le bombardement de l'aviation israélienne. Cependant, plusieurs cadres administratifs et militaires de l'OLP, dont M. Omar Chakib, proche collaborateur de M. Arafat, figuraient parmi les victimes, selon des sources palestiniennes. Le colonel Al Mountacer, chef adjoint de l'état-major des forces palestiniennes, a été félicité par plusieurs de ses camarades « d'être sorti miraculeusement indemne ». Un officier palestinien, Mazen Ezzeddine, spécialiste de l'aviation, a raconté à l'AFP le déroulement de ce raid-éclair.

L'attaque a commencé à 10 heures et n'a duré que cinq minutes, selon le témoignage de cet officier palestinien

des fumées de camouflages et des ballons leurre destinés à déjouer un éventuel tir de défense anti-aérien. Les mêmes témoins se sont accordés pour estimer que le passage des avions israéliens a été tellement rapide et précis qu'il n'a pas laissé le temps à la défense palestinienne de répliquer. Le raid a été d'une telle précision qu'il ne restait plus qu'un champ de ruines des quatre villas et d'un bâtiment à étages abritant le quartier général de M. Yasser Arafat. Le siège de l'OLP abritait les bureaux de M. Arafat, les équipes de transmissions, les membres de la force 17, corps d'élite assurant la protection personnelle du chef de l'OLP, ainsi que le mouvement Saïka, partisan de M. Arafat ayant fait scission de la Saïka pro-syrienne. Le tout a été complètement rasé.

Des équipes de secours palestiniennes et tunisiennes recherchaient encore six heures après les bombardements, les victimes qu'elles affirmaient être toujours enfouies sous les tonnes de gravats et de poutrelles enchevêtrées. Des bulldozers de l'armée tunisienne et des équipes du génie dégageaient inlassablement les décombres encore fumants, tandis que des Palestiniens, l'arme en bandoulière, retiraient à la main des blocs de pierre pour dégager un blessé au milieu des rugissements des sirènes des ambulances.

Toute la zone bombardée, composée de villas, dont la plupart étaient habitées par des Tunisiens, était privée d'électricité et de téléphone. Les poteaux téléphoniques et électriques, ainsi que plusieurs arbres abattus par ce puissant bombardement jonchaient le sol.

M. Yasser Arafat a visité en début d'après-midi les décombres de son quartier général, détruit à plus de 90 %. Le chef de l'OLP, visiblement



Avion F-16 General Dynamics (USA). Ce sont des avions israéliens de ce type qui ont bombardé, le 1<sup>er</sup> octobre le QG de l'OLP à Hammam-Plage (Tunisie)

qui a affirmé avoir reconnu quatre appareils F-16 parmi les 6 avions israéliens ayant mené l'attaque.

« J'ai eu à peine le temps d'entendre le vrormbrissement caractéristique de leurs réacteurs et de les voir que tout explosait autour de moi », a-t-il dit, le visage encore marqué par l'épreuve. Toujours selon son témoignage, confirmé par d'autres cadres palestiniens ayant assisté à la scène, en l'espace de quelques secondes, une série de huit roquettes téléguidées dotée d'une grande capacité destructrice explosaient. Elles ont été lancées par séries de quatre. Les appareils israéliens, selon ce témoin, ont lancé

ému et le visage marqué par la tristesse, s'est refusé à toute déclaration, se bornant à répondre : « Un peu plus tard » au correspondant de l'AFP qui lui demandait une réaction à ce raid.

Le gouvernement a officiellement demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, à la suite du raid d'Israël.

L'aviation israélienne a donc effectué à travers la Méditerranée un raid spectaculaire pour aller bombarder le quartier général de M. Yasser Arafat sur le sol tunisien. Cette mission de bombardement est la plus longue, quelques 4 800 km aller et retour, jamais effectuée par l'aviation israélienne qui

avait attaqué le centre de recherche Osirak de Bagdad, à 1 000 km de ses bases, en juin 1981. Le communiqué militaire israélien a indiqué clairement quel était l'objectif de ce raid : il s'agissait de frapper « les quartiers généraux des terroristes de l'OLP responsables d'une série d'attentats criminels contre des civils innocents et notamment de trois touristes israéliens tués le 25 septembre à Larnaca, à Chypre. » De sources informées à Jérusalem, on a précisé que la décision d'attaquer le QG de l'OLP avait été prise au cours de deux réunions du cabinet le 26 septembre. Selon ces sources, le principe du raid a été accepté notamment parce que le QG de M. Yasser Arafat était éloigné d'un centre urbain et que la possibilité de toucher des Tunisiens était faible. Selon ces sources, le bombardement visait une enclave de l'OLP jouissant d'une totale exterritorialité et non la Tunisie.

Il apparaît évident aux observateurs que la mission a nécessité d'importants moyens et notamment la présence en l'air d'avions ravitailleurs de l'armée israélienne. A plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, les responsables militaires israéliens avaient averti très officiellement qu'Israël « pouvait frapper n'importe où en Méditerranée ».

Le chef de la force 17 de l'OLP, Abou Tayeb, a été tué lors du raid de l'aviation israélienne contre le quartier général de la centrale palestinienne, a annoncé la télévision jordanienne dans une émission en hébreu. Abou Tayeb était jadis le commandant de l'unité palestinienne assurant la garde personnelle de M. Yasser Arafat. Selon les responsables militaires à Jérusalem, la force 17 était responsable du récent meurtre de trois touristes israéliens à Larnaca et d'un grand nombre d'autres attentats anti-israéliens.

- Neufs équipes nationales (Belgique, Canada, Espagne, France, Grande-Bretagne, Jordanie, Norvège, Portugal et Tunisie), composées chacune de trois concurrents (deux conducteurs et un non-conducteur) étant en possession du permis de conduire catégorie B-permis européen, se sont affrontées pendant 2 jours lors du premier concours militaire de la prévention routière internationale qui s'est tenu à Paris au cours du mois de septembre. Chaque équipe était accompagnée par un gradé et un représentant de l'Association nationale de prévention routière, membre de la Prévention routière internationale.

Le but de ce concours est de développer l'éducation routière des jeunes dans le cadre des armées, introduire l'éducation routière dans les forces armées, comparer les connaissances théoriques et pratiques de jeunes candidats de différentes nations.

Les épreuves théoriques se sont déroulées le mardi 17 septembre à la base aéronavale française de Dugny. Elles consistaient, pour les conducteurs, en un test de 40 questions, soit écrites, soit posées sous forme de diapositives présentant des situations de conduite. Les non-conducteurs recevaient un questionnaire complémentaire portant sur une analyse des situa-